

Discours de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre en clôture des journées parlementaires socialistes de Bordeaux, le 24 septembre 2013

Monsieur le Président du Parlement européen, cher Martin,

Monsieur le Président du Sénat, cher Jean-Pierre,

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, cher Claude,

Cher Bruno, cher François, chère Catherine,

Cher Harlem,

Chers amis, chers camarades,

L'an dernier, François Rebsamen nous accueillait à Dijon. Nous étions encore au lendemain de la victoire de François Hollande et des législatives. Une majorité de députés faisaient leurs premiers pas au Palais Bourbon.

Nous savions bien qu'il serait difficile d'écrire une nouvelle page après 10 ans d'échec. Nous connaissions la situation de la France : la crise de la zone euro, la dérive des comptes publics, la percée du chômage, 750.000 emplois détruits, des Français divisés et désabusés...

La détresse de notre pays était totale, et l'échec de nos prédécesseurs complet. Echec économique, social, politique, mais aussi moral.

Qui, parmi ceux qui nous dénigrent, aurait pu imaginer que nous aurions à affronter une année aussi intense ? Aucune difficulté ne nous a été épargnée !

Et pour pourtant qui aurait pu imaginer que nous ferions face avec autant de constance et de détermination ?

Face à toutes les difficultés, nous avons avancé, nous n'avons rien lâché, et nous continuerons : c'est maintenant que tout se joue et ce n'est pas le moment de faiblir.

Voilà le message que je souhaite vous adresser aujourd'hui, mes chers camarades : nous devons tenir bon, ne pas nous laisser intimider. Les Français comptent sur nous. Ils comptent sur notre détermination à les défendre. Ils comptent sur notre capacité à les sortir de l'ornière où la France s'était embourbée.

Nous commençons à apercevoir les premiers résultats de nos efforts. Il nous faut **avancer et rester concentrés sur l'essentiel. Car c'est ma conviction : nous serons jugés sur nos résultats et ces résultats sont à notre portée.**

En un an, mes chers camarades, c'est déjà un nombre de réformes considérable qui ont été engagées.

Oui, les décisions de redressement que nous avons prises n'étaient pas faciles, mais nous les avons prises au nom de notre indépendance nationale et pour la reconquête de notre souveraineté. C'était la condition pour que notre pays reste maître de son destin, et ce choix, nous devons l'assumer totalement.

Oui nous avons demandé des efforts aux Français, mais c'est pour leur éviter des sacrifices bien plus grands encore ! Regardez ce qui se passe en Espagne ou en Italie ! Voyez où nous menait le laisser-aller de l'ancienne majorité ! Nous n'avons pas voulu cela pour la France, et nous devons le revendiquer avec fierté.

Alors, c'est vrai, redresser les comptes publics, cela ne fait rêver personne, mais vivre sous la dépendance des marchés financiers qui détiennent notre dette, cela aurait pu être notre cauchemar. Et c'est ce cauchemar que nous avons évité à la France et aux Français.

Pour encadrer la finance, il ne faut pas en être l'otage.

Ce redressement a un coût, c'est vrai. J'assume ce choix parce qu'il a permis de reprendre le contrôle de nos comptes sans pénaliser le retour de la croissance tout en finançant nos priorités.

Oui, j'assume d'avoir été obligé d'augmenter les impôts. Mais j'assume aussi la nécessité de maîtriser ces efforts et de le faire dans la justice sociale.

C'est pour cela que nous avons renoncé à l'augmentation de la CSG pour 2014. C'est pour cela que nous avons décidé la réindexation de l'impôt sur le revenu et une décote supplémentaire, pour éviter aux salariés et aux retraités les plus modestes d'entrer dans l'impôt sur le revenu.

Aujourd'hui nous devons accompagner la reprise qui s'amorce. Le Président de la République a fixé un objectif, celui de la stabilité des prélèvements obligatoires. Nous y sommes quasiment en 2014 et nous y serons pleinement en 2015.

Et j'assume aussi le choix de faire porter 80% de l'effort sur les économies de dépense. 15 milliards d'euros d'économies dans le budget 2014 ! Aucun autre Gouvernement ne l'avait fait avant nous. Et là encore, nous dégageons des marges nouvelles pour financer nos priorités : l'éducation et la recherche, la politique de l'emploi, les investissements d'avenir, la sécurité. Un budget 2014 au service de la croissance et de l'emploi.

C'est aussi à cela que servent nos impôts : faire fonctionner les services publics, assurer la gratuité des soins, l'école gratuite pour tous, les investissements d'avenir. Il n'y a pas d'égalité sans justice fiscale, sans redistribution.

Mais le redressement ce n'est pas seulement l'effort. Le redressement, c'est la réforme et la réforme, c'est la solidarité, c'est le gage de l'égalité, c'est la justice sociale, c'est le sens de notre combat !

Oui le redressement est un combat. Oui il nous oblige à rester concentrés, à mobiliser toute notre énergie, mais ce n'est pas une fin en soi.

Réduire les déficits et la dette, c'est d'abord retrouver des marges de manœuvre, c'est financer ce qui est utile.

Alors, un commissaire européen disait il y a quelques jours à propos de la réforme des retraites : « c'est une réforme à la française ». Quel hommage !

Pour certains, une bonne réforme, c'est une réforme qui doit faire mal. Moi je pense qu'il faut faire des réformes parce que si l'on ne réforme pas notre système social, si on finance le remboursement de la dépense d'assurance maladie à crédit, un jour ou l'autre, c'est tout notre système de solidarité qui sera mis en cause et qu'on abandonnera.

Voyez les retraites. Si nous avons d'ici 2020 un déficit de 20 milliards tous régimes confondus et que l'on n'apporte pas de réponse, c'est la retraite par répartition qu'on remettra en cause, et on finira par nous dire dans quelques années qu'il n'y a pas d'autre solution que les fonds de pension ! Et cela, nous n'en voulons pas !

Oui, nous avons demandé un effort, mais un effort équitable aux actifs du privé comme du public, aux entreprises comme aux retraités. Un effort juste, un effort équilibré. La réforme que j'ai proposée et que vous examinerez dans quelques jours, n'est pas qu'une réforme financière, c'est une réforme de justice sociale. C'est l'illustration du nouveau modèle français dont je parle.

Certains me disent : « mais qu'est-ce que vous avez à vouloir faire une réforme des retraites, attendez-donc ! »

Attendez donc quoi ? Qu'on ne soit plus en mesure de payer les retraites et qu'on soit obligé de changer le système ? Non. On ne peut pas attendre. J'ai le sens des responsabilités. Je ne suis pas chef d'un gouvernement pour gérer les affaires courantes et mettre les problèmes sous le tapis.

Est-ce que vous croyez que ceux qui ont commencé jeunes à travailler peuvent attendre ? Ceux qui travaillent dans des métiers pénibles, la nuit, exposés au bruit, exposés au froid, exposés à certains produits toxiques, croyez-vous qu'ils aient le temps d'attendre qu'on mette en place le compte pénibilité ? Croyez-vous que les inégalités entre les hommes et les femmes qui existent déjà pour les salaires et qui existent encore plus pour la retraite, ont le temps d'attendre ? Est-ce que vous croyez aussi que les inégalités, pour les jeunes, les jeunes apprentis, les jeunes qui travaillent en alternance ou ceux qui commencent à travailler plus tard, croyez-vous qu'ils ont le temps d'attendre ? Non ! Il était nécessaire de faire cette réforme des retraites.

C'est une réforme responsable, juste, progressiste, c'est une réforme de gauche que vous pouvez revendiquer avec fierté !

Ce sont les mêmes valeurs qui nous ont conduits à sauver le modèle français de la famille : des efforts mais des efforts justes. Il y a des modifications dans la fiscalité, c'est vrai. Mais ce que nous voulons, c'est améliorer l'accueil de la petite enfance, les 275.000 places supplémentaires sur cinq ans et, dans les années qui viennent, l'accueil aussi des 2 à 3 ans à l'école maternelle.

Et puis ce sont aussi les familles les plus modestes, les familles monoparentales qui doivent être aidées davantage, les enfants pauvres trop nombreux dans notre pays. Nous n'avons pas remis en cause l'universalité des allocations familiales, cela fait partie de notre modèle. Mais en même temps en répartissant mieux les ressources, c'est vers ceux qui en ont le plus besoin que nous avons orienté nos moyens. Comme nous ferons mieux aussi pour les jeunes des familles populaires et des classes moyennes en améliorant les bourses des étudiants dès cette rentrée, parce que notre objectif c'est aussi qu'il y ait davantage d'enfants d'ouvriers, d'employés, d'agriculteurs qui arrivent à l'université alors que justement leur nombre a régressé.

Nous sommes au cœur de nos valeurs et à chaque décision que nous prenons, ce qui nous anime, c'est la justice et l'égalité. Réformer notre modèle social sans le détruire, et préparer l'avenir.

Mes chers camarades, tant de mesures votées grâce à vous et trop souvent oubliées ! Mais qui toutes n'ont qu'un seul objectif : le progrès social et la justice !

Je le dis avec force : il n'y a pas deux politiques au Gouvernement : une politique sociale pour les ménages et une politique libérale pour les entreprises ! Il n'y a pas d'un côté un réformisme contraint et de l'autre des contreparties sociales. Il n'y a pas un zeste de politique de gauche et tout le reste qui serait une politique économique classique voire libérale.

Non, mes chers camarades, il y a une cohérence, une politique qui a pour but et comme priorité : redresser l'économie jusqu'au bout, redresser la force de nos entreprises et gagner ensemble la bataille de l'emploi et inverser d'ici la fin de l'année la courbe du chômage, et pas seulement pour quelques mois mais durablement.

Notre politique ne se divise pas ! Elle est tout entière au service des Français et du progrès !

Nous avons des convictions, il faut les assumer. Nous avons une politique, il faut la revendiquer.

Ce que nous affirmons chaque jour c'est notre volonté de donner à chacun sa place et sa dignité par le travail. Notre bataille majeure, c'est celle de l'emploi. C'est pour cela que nous faisons confiance au dialogue social, pour cela que nous créons le crédit compétitivité-emploi, pour cela que nous accordons une priorité fiscale aux PME et que nous facilitons leur accès au crédit avec la banque publique d'investissement, pour cela que nous mettons en place les emplois d'avenir, les contrats de génération. C'est pour cela que nous décidons d'un plan d'investissements d'avenir, pour cela encore que nous misons sur le formidable gisement d'emplois que recèle la transition énergétique !

C'est pour cela enfin que nous bâtissons l'alliance de toutes celles et ceux qui se battent, qui prennent des risques, qui innovent et qui inventent.

C'est pour cela que nous sommes du côté de tous ceux qui, par leur talent, contribuent à la vitalité de notre pays et la création d'emplois.

Notre camp c'est celui des salariés du privé et du public, des employés, des chefs d'entreprise qui savent la valeur de l'effort et du travail. C'est à eux que notre politique s'adresse, parce que c'est eux qui créent la richesse. C'est pour eux et avec eux que nous nous battons.

Oui nous avons fait aussi contribuer les hauts revenus, c'est vrai. C'est la taxe à 75%, c'est le taux marginal de l'IR à 45%, la restauration d'un impôt sur la fortune. Mais dans le même temps, nous avons allégé la fiscalité des PME et baissé le coût du travail. Voilà notre cohérence !

Nos adversaires, ce sont les spéculateurs, les fraudeurs, ceux qui vivent aux crochets du monde sans jamais rien lui rendre, sans jamais rien produire.

Et c'est pour cela que nous sommes le premier pays européen à avoir adopté une loi bancaire qui sépare les activités de dépôt des activités spéculatives ! C'est pour cela que nous nous battons pour la fin des paradis fiscaux ! C'est pour cela que nous traquons la fraude et l'évasion fiscale ! C'est pour cela que nous avons aligné le taux d'imposition du capital sur celui du travail ! C'est pour cela que François Hollande a fait de la régulation bancaire au niveau européen une priorité.

Notre responsabilité est historique, et le rassemblement de nos forces est indispensable !

Les positionnements tactiques et les postures individuelles sont à bannir entre nous. Il n'y a rien à attendre des ambitions personnelles et des jeux d'ego. Notre succès est entièrement dans notre unité et dans l'action. Toujours l'action.

La progression continue de l'extrême-droite doit nous mobiliser. Parce qu'en soi la progression de ses idées mine la société. Mais aussi parce que son poids électoral la rend contagieuse à droite.

A l'extrême droite, toutes les cartes ne se ressemblent pas mais toutes appartiennent à la même famille. Une nouvelle génération, celle des filles et petites filles, a émergé. Plus habile, plus avenante, elle n'en est que plus dangereuse.

Face à une droite déboussolée par sa défaite, obsédée par ses luttes intestines, incapable de se repenser, la menace existe d'une révolution conservatrice et du retour d'une droite réactionnaire et brutale, qui n'aura comme seule priorité que de détruire notre modèle social, républicain, laïque et démocratique, et tout ce que la France porte en elle de justice et de liberté.

Et qu'on ne nous fasse pas la leçon sur la sécurité, mes chers amis !

Ne nous laissons pas donner des leçons par ceux qui ont supprimé 10.000 emplois de policiers et de gendarmes et qui, chaque jour, essaient d'exploiter les peurs, l'angoisse de ceux qui subissent au quotidien l'insécurité.

Eh bien nous, nous remontons la pente, nous redressons les choses. Le 9 octobre, la loi de réforme pénale sera présentée en Conseil des ministres. Ce sera une loi de fermeté et de lutte contre la délinquance, contre la récidive ! Le laxisme, il est dans leur bilan, pas dans notre politique !

Chers amis, la France est un grand pays. Nous assumons nos responsabilités dans le monde. On l'a vu au Mali et en Syrie avec les positions courageuses et lucides qu'a prises le Président de la République.

En Europe, c'est d'abord avec nos voisins allemands que nous portons cette responsabilité. L'Europe est en panne d'ambition. Elle ne croit plus assez dans son modèle et dans son génie.

C'est maintenant au couple franco-allemand de prendre la mesure de ce malaise en donnant un nouveau souffle qui passe par une nouvelle étape dans la construction politique de l'Union.

Derrière le Président de la République **nous sommes prêts à relever ce défi, celui de faire aimer l'Europe aux européens**, de penser la croissance plus que la concurrence, de faire à nouveau entendre l'Europe au-delà de ses frontières, de lui donner une politique diplomatique et de défense.

Oui, il nous faut une union politique et économique plus forte, une union bancaire efficace, une communauté européenne de l'énergie, un salaire minimum européen.

L'Europe ne peut plus continuer comme ça. Nous ne pouvons plus accepter que la concurrence soit la seule boussole de l'Union et le **dumping salarial** sa seule règle. Nous ne pouvons plus accepter des **salaires à 4 euros** chez nos voisins. Nous devons donner une impulsion décisive à l'**harmonisation sociale** en Europe, c'est une question vitale pour notre avenir et celui de l'Union.

C'est la stratégie que nous devons tenir dans les scrutins à venir. **Convaincre les Français que le changement en Europe c'est de voter pour nous.** La gauche a toujours su porter une vision de l'avenir, c'est ce que les français retiennent de notre Histoire

Mes chers camarades, ne comptez pas sur moi pour alimenter le pessimisme qui conduit au défaitisme.

Si après une aussi longue vie d'élus, j'avais eu le sentiment que la politique ne pouvait plus rien, qu'elle ne consistait plus qu'à déguiser l'impuissance en volonté, je n'aurais pas accepté la mission que m'a confié le Président de la République et je ne conduirais pas chaque jour avec enthousiasme cette belle équipe gouvernementale.

On nous dit que c'est difficile? C'est vrai. Mais "difficile" cela ne signifie pas "impossible".

Notre combat, celui de la gauche, c'est justement le combat contre la fatalité !

Jaurès, Blum, Mendès, Mitterrand, ont été confrontés aux mêmes forces d'inerties, aux mêmes conservatismes, à la même résignation de la part de celles et ceux qui sont trop fatigués pour combattre.

Mais toute notre histoire, c'est celle de victoires gagnées contre les préjugés, contre les habitudes, contre les dominations illégitimes.

Notre Histoire c'est celle d'une force en mouvement, celle de LA force du mouvement. Nous avons évolué mais nous n'avons jamais dévié de notre route. Le monde a changé, nous avons changé avec lui, mais sans jamais trahir le sens de notre engagement et de nos valeurs !

Pour pérenniser le modèle français, il faut aujourd'hui bâtir un nouveau modèle français. Nous le mettons en place parce que nous n'avons pas simplement à dépasser un mauvais moment, mais à donner à la France les moyens de son avenir.

C'est le sens que nous avons donné à cette année parlementaire : Rester concentrer sur l'urgence, sur le redressement, mais lancer en même temps les chantiers fondateurs de demain.

L'ordre du jour du Parlement dans les prochains mois porte cette ambition : régulation financière, loi consommation, économie sociale et solidaire, retraites, transition énergétique, décentralisation, urbanisme, logement. Nous comptons sur vous pour tenir ce cap et rester soudés. Votre rôle sera essentiel.

Le vrai changement, c'est celui que nous portons ! C'est le chemin qui permettra à la France de relever la tête et de se réconcilier avec elle-même. C'est celui que nous sommes en train de tracer.

C'est le chemin de la République, d'une République laïque, démocratique et sociale. Elle a été, à travers toute notre histoire, la plus grande promesse d'émancipation que la France ait portée. Et elle reste aujourd'hui encore l'horizon de tous nos combats pour la justice et l'égalité. C'est pour elle et pour les Français que nous devons gagner.

Alors, cohérence, courage, cohésion. C'est la voie du redressement, du changement et de la réussite, pour la France et pour les Français.